

* Livres sur l'antifascisme (1)

Tenir la rue. L'autodéfense socialiste (1929-1938) de Matthias Bouchenot (Libertalia, 2014)

A partir d'une analyse limitée dans le temps (neuf années) et dans l'espace (Paris pour la Fédération locale de la SFIO puis celle du PSOP¹), l'auteur nous fait découvrir les activités antifascistes de la Gauche socialiste de Marceau Pivert dans le Parti socialiste puis dans le PSOP : protection des meetings ; repréailles systématiques contre des sièges et des permanences nationalistes en cas d'attaques fascistes particulièrement violentes ; protection des vendeurs de journaux et des colleurs d'affiches ; contre-manifestations, voire tentatives de dispersion des manifestations fascistes ; surveillance téléphonique des conversations des dirigeants ou des cadres d'extrême droite ; interception de courriers et de documents internes des groupes nationalistes ; établissements de fichiers sur les militants d'extrême droite, leurs réseaux et sur les commissaires de police nationalistes, fascistes ou fascistes² ; entraînement aux sports de combat, au tir au pistolet et à la fronde, au maniement de la canne et de la matraque ; mobilisation d'estafettes motocyclistes, etc.

Les objectifs des antifascistes «soc' dem'» des années 1930 n'étaient donc pas simplement défensifs mais aussi offensifs. Même si les socialistes de gauche appartenaient à un parti dont la direction avait toujours privilégié «*la concertation et la collaboration avec la préfecture de police de Paris*» et qui «*se gard[ait] de verser dans l'action armée clandestine ou paramilitaire*», leurs pratiques étaient assez semblables à celles des «antifas» de 2018 qui défendent une ligne *No platform*, que l'on pourrait traduire «Pas de liberté d'expression pour les fascistes». Partisans de «*l'action directe de masse*», ils ne comptaient pas sur l'Etat pour interdire l'espace public aux fascistes, ni pour réclamer au gouvernement la dissolution de groupes qui se reforment très rapidement sous un autre nom. A l'époque, les antifascistes de la Gauche socialiste puis du PSOP ne faisaient pas confiance à la police ; ils refusaient de laisser les flics protéger les fascistes ; et ils étaient prêts à affronter les condés eux-mêmes dans certains cas.

Ces cas étaient quand même très limités, puisque Marceau Pivert considérait «*comme une nécessité de faire de la police et de l'armée, non pas des ennemis, mais des neutres, ou même, si possible, des amis*», projet pour le moins flou. D'autant plus qu'il appelait, en même temps, à «*l'armement du prolétariat*» et à créer une organisation qui établirait «*les moyens de s'emparer des stocks d'armes de l'ennemi*», proposition là aussi très abstraite. D'ailleurs la question des dépôts d'armes fut âprement discutée et cette mesure fut rejetée aussi bien par la direction de la SFIO que par celle du PCF en 1934/1935, preuve, s'il en était besoin, que ces partis étaient bel et bien définitivement passés du côté de l'ordre bourgeois, contrairement aux illusions des socialistes de gauche, dissidents communistes et trotskistes de tout poil.

Comme dans les années 30, on peut dire que les antifas de 2018 cherchent, pour le moment du moins, «*d'avantage des victoires symboliques que la mort de l'ennemi*».

Signalons au moins cinq différences importantes avec la situation politique actuelle :

1. La Gauche socialiste croyait en l'imminence d'une guerre civile et/ou d'un coup d'Etat. Comme l'écrivait une circulaire de formation des TPPS³ «*les délais sont courts avant la bataille décisive qui doit mener soit au triomphe du fascisme, soit à la prise du pouvoir*». Ce pronostic alarmiste n'est pas

¹ Parti socialiste ouvrier et paysan, fondé en juin 1938 après l'exclusion de la SFIO de la Gauche révolutionnaire dirigée par Marceau Pivert.

² A l'époque il existe pléthore de ligues antiparlementaires ou de groupuscules travaillés par les idées nationalistes et d'extrême droite : Ligue des jeunesses patriotes (P. Taittinger) ; Croix de feu (colonel de La Rocque, 800 000 adhérents) ; Fédération nationale catholique (général de Castelnau) ; le Faisceau (Georges Valois) ; Solidarité française (financée par le parfumeur Coty) ; Parti franciste soutenu par Mussolini ; l'Action française, et enfin le «*seul véritable parti fasciste français de quelque importance, le PPF de Jacques Doriot qui connaîtra un incontestable succès populaire puisqu'on considère que ses effectifs ont avoisiné les 300 000 membres*» (Serge Berstein : «L'affrontement simulé des années 1930», *Vingtième Siècle*, 1985, n° 5, http://www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_1985_num_5_1_1114.)

³ TPPS : Toujours prêts pour servir, groupes socialistes d'autodéfense contre les fascistes.

dominant dans les milieux antifas aujourd'hui ; de plus, ces derniers sont bien incapables d'envisager la moindre «prise du pouvoir» ;

2. les militants antifascistes les plus déterminés de la Gauche socialiste étaient majoritairement de jeunes ouvriers, et non des étudiants ou des petits-bourgeois salariés comme les antifas d'aujourd'hui, même si le statut social d'un étudiant en 2018 n'a rien à voir avec celui d'un étudiant dans les années 30 ;

3. ils comptaient s'appuyer sur les moyens des «*mairies antifascistes*⁴» (camions communaux, sirènes, policiers municipaux, pompiers, etc.), ce qui fonctionna quelques fois mais ne s'est jamais produit à ma connaissance contre les groupes fascistes et le FN depuis les années 1960 dans les municipalités communistes, socialistes et/ou écologistes ;

4. les membres des services d'ordre du PCF, de la SFIO et des groupes d'autodéfense antifascistes avaient connu la première guerre mondiale, et «bénéficiaient» d'une expérience des armes et des champs de bataille, expérience inconnue des jeunes antifascistes actuels ;

5. Enfin, le PCF et les syndicats étaient capables d'organiser des groupes d'ouvriers prêts à se battre dans les usines (métallos, ouvriers du bâtiment et du Livre, cheminots), ou au niveau d'une commune, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui.

Au-delà des discours révolutionnaires des «pivertistes» et de leurs alliés «bolcheviks-léninistes» (appellation des trotskistes de l'époque), anarchistes ou républicains de gauche⁵, le contenu et la portée politiques réels de l'antifascisme des années 30 ne sont guère mis en question par l'auteur. Bouchenot se contente d'une analyse très descriptive, riche en détails mais assez faible politiquement. Sauf sur un point qu'il aurait pu développer, mais qu'il ne creuse pas assez : crainte d'exprimer ses propres opinions politiques ? prudence «académique» ?

En effet, il critique l'imagerie viriliste de la Gauche socialiste ; le fait que très peu de femmes sont admises au sein des services d'ordre et des groupes d'autodéfense (Jeunes gardes socialistes, JGS, et Toujours prêts pour servir, TPPS) ; et qu'elles sont cantonnées à des tâches de coursières, de guetteuses ou d'observatrices – même si la militante Solange Demangel des TPPS fut tuée par les flics lors de la manifestation contre un meeting du Parti social français⁶, le 17 mars 1937 à Clichy, alors que le socialiste Marx Dormoy était ministre de l'Intérieur. Cet affrontement entre policiers, provocateurs stipendiés par le CRAS⁷ et manifestants fit 5 morts. Il s'agit du plus grave affrontement survenu avant-guerre (à l'exception du mois de février 1934 et de ses 37 morts et 2 000 blessés),

Bouchenot mentionne à plusieurs reprises les réticences de nombreux militants du PCF face aux pratiques militaristes des GDA et des JDA⁸ communistes (qui se terminèrent par un «*fiasco au cours de*

⁴ C'était aussi la politique du PCF puisque, «*particulièrement en région parisienne (...) les mairies [de gauche] donnent des directives à la population, fixent des lieux de rassemblement et prévoient le déclenchement des sirènes en cas d'“attaque fasciste”*». Ainsi la municipalité [communiste] de Gentilly, particulièrement en pointe dans l'organisation de la “*défense républicaine*”, appelle par voie d'affiches, avec indications de permanences, à l' enrôlement des “*volontaires de la liberté*”» «*Violence et politique dans la France des années 1930 : le cas de l'autodéfense communiste*», in Georges Vidal, *Revue historique* 2006/4 (n° 640) <https://www.cairn.info/revue-historique-2006-4-page-901.htm>

⁵ Notamment le Front commun, puis le Parti frontiste, de Gaston Bergery qui finira pétainiste mais regroupait à l'époque plusieurs milliers de militants. Bien organisés en groupes de combat, ceux-ci n'hésitaient pas à faire le coup de poing contre les royalistes et les nationalistes type Camelots du roi et Croix de feu.

⁶ PSF, créé en 1936 après la dissolution des Croix de feu du colonel de la Rocque.

⁷ CRAS, Comité de rassemblement antisoviétique, qui prend la succession du Parti franciste, fasciste, dirigé par Marcel Buccard et dissous en 1936. Il regroupe des militants venus de l'extrême droite, des milieux nationalistes et même du PCF, et soutiendra activement Vichy et la Collaboration.

⁸ En 1926, «*l'Association républicaine des anciens combattants, contrôlée par les communistes, crée, avec l'accord de la direction du PCF, une organisation paramilitaire baptisée les Groupes de défense antifasciste (GDA) dont les membres sont dotés d'un véritable uniforme composé d'un béret, d'une blouse kaki et d'une canne. Cette organisation ne regroupe que des effectifs limités et la création quelques mois plus tard des Jeunes gardes antifascistes (JGA), issus des Jeunesses communistes, ne leur apporte que des renforts très modestes*», in Georges Vidal, *op. cit.* Malgré une rhétorique radicale antifasciste destinée à renforcer son emprise et à répondre aux inquiétudes des travailleurs, le PCF pratiqua une violence de basse intensité et évita d'affronter systématiquement les Croix de feu. En janvier 1936, Thorez déclara qu'il préférait une «*organisation de défense républicaine sans uniforme et*

l'année 1928, lorsqu'une centaine de ses membres en uniforme fut facilement arrêtée par la police après avoir été cernée sans coup férir dans le Cirque de Paris»). Ces réticences de la base communiste coïncidaient d'ailleurs, même si elles avaient d'autres causes⁹, avec la politique du Komintern dont le VI^e Congrès, en 1928, «avait exclu toute création de milice ou de "Garde rouge" en période de "stabilité des Etats bourgeois"¹⁰».

L'auteur mentionne également les réticences des militants socialistes face aux pratiques des JGS et des TPPS socialistes (port d'une chemise bleue et d'une cravate rouge, d'un béret, etc. ; organisation en «sizaines», trentaines et centaines, défilés martiaux poing levé, etc.). Il souligne que ces pratiques copiées sur celles du KPD allemand ou des social-démocraties autrichienne (le *Republikanischer Schutzbund*, l'«Association de défense de la République», créé en 1923) ou allemande (le «Front de fer», l'*Eiserne Front*, créé en 1931), encourageaient une organisation pyramidale. Mais il n'établit aucun lien entre ces pratiques et des projets politiques opposés à toute véritable autonomie des travailleurs, qu'il s'agisse des modèles social-démocrate, bolchevik, léniniste ou stalinien.

Pourtant, il semble assez évident que des pratiques militaristes et une organisation verticale ultra centralisée ne vont jamais de pair avec une pensée et des modes d'organisation libertaires et anti-autoritaires.

Tout comme à propos du Parti communiste durant la «troisième période d'erreurs de l'Internationale communiste¹¹» (1928-1935), on peut se demander si «la référence symbolique et incantatoire à l'insurrection armée» (aux «milices populaires» pour les pivertistes de la SFIO puis du PSOP ; aux «milices ouvrières» pour les trotskistes) n'excluait pas «*simultanément sa préparation effective¹²*». En effet, Léon Blum déclarait à l'époque que la SFIO pourrait sortir «*de la défense pour passer à l'action révolutionnaire*» (sans fournir plus de précisions). Il faut préciser qu'avant 1936 «*les socialistes sout[enaient] les ministères sans y participer*» et «*profess[aient] qu'il ne saurait être question pour un parti révolutionnaire d'entrer dans un gouvernement "bourgeois" dirigé par les radicaux, sauf à abandonner au Parti communiste (...) le champ de la future révolution prolétarienne¹³*». Son opposant d'extrême gauche au sein du Parti socialiste, Marceau Pivert, affirmait, quant à lui, que sa priorité était «*la préparation méthodique, hardie et minutieuse de la prise du pouvoir par la classe ouvrière*» (tout en prétendant que les groupes de combat qu'il espérait former au sein de la SFIO n'avaient «*pas pour rôle d'affronter l'armée et la police*» !). On restait là dans le registre du discours... Ce qui les unissait les uns et les autres, c'était fondamentalement la volonté de garantir l'existence des libertés démocratiques. Projet sympathique mais impossible à imposer si des centaines de milliers de fascistes décidaient de s'organiser dans des milices paramilitaires armées.

On ne peut comparer les objectifs de l'appareil stalinien, français comme international, avec ceux des minorités socialistes, communistes et trotskistes antistaliniennes de l'époque mais on doit toujours s'interroger sur les discours super révolutionnaires quand ils sont portés par des forces politiques qui tiennent en même temps à l'**unité à tout prix** avec les PC (ou les PS), comme c'était (et c'est toujours le cas) des socialistes de gauche et des pivertistes (sorte de PSU¹⁴ ou de France insoumise un peu plus à gauche) ou des trotskistes.

sans arme» à une milice ou une organisation paramilitaire, et il dénonça les «*conceptions aventurrières*» des trotskistes et des pivertistes.

⁹ Différents historiens (S. Berstein, G. Vergnon, G. Vidal) insistent sur l'importance des idées pacifistes et/ou antimilitaristes dans la classe ouvrière française qui n'a rien à voir, bien sûr, avec les motivations des dirigeants soviétiques.

¹⁰ Georges Vidal, «Violence et politique...», *op. cit.*

¹¹ Titre d'un article de Trotsky,

https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1930/01/300108_1.htm.

¹² Jugement porté par George Vidal à propos du PCF dans «Violence et politique dans la France des années 1930...», *op. cit.*

¹³ Serge Berstein : «L'affrontement simulé des années 1930», *op. cit.*

¹⁴ Parti social-démocrate de gauche, créé en 1960 et qui s'est auto-dissous en 1990. Refuge de socialistes ou de communistes dissidents, de maoïstes et de trotskistes trop peu nombreux pour créer leur propre groupe, ou venus y faire de l'entrisme. L'adoption du «programme commun» de l'union de la gauche en 1972 puis l'arrivée au pouvoir de Mitterrand en 1981 lui portèrent un coup fatal. Les plus célèbres dirigeants du PSU ralliés au PS furent Bérégovoy, Savary, Hernu et Rocard, tous récompensés par des postes de ministres. Après 1990, le dernier quarteron des militants «autogestionnaires» du PSU

L'unité antifasciste peut se faire à la base avec des militants réformistes **s'ils sont d'accord sur NOS objectifs immédiats et NOS moyens d'action, ou en tout cas s'ils ne les sabotent pas, comme ce fut le cas par exemple en Espagne en utilisant massivement la calomnie, l'emprisonnement et l'assassinat des anarchistes, des trotskistes et des poumistes, ou comme ce fut le cas pendant la Résistance aussi bien en France qu'en Italie.**

Les militants nés dans les années 80 ignorent souvent que le PCF a très longtemps utilisé la violence dans le mouvement ouvrier : contre les socialistes (dans les années 20 et au début des années, les militants du PC en France comme en Allemagne sabotaient les réunions socialistes) ; contre les anarchistes (par exemple, le service d'ordre du PCF ouvrit le feu sur des militants anarchistes faisant deux morts, membres de l'opposition de la CGTU, le 11 janvier 1924, lors d'un meeting à la La Grange aux Belles¹⁵) ; les trotskistes (des années 20 jusqu'aux années 80 au moins) ; les groupes féministes et homosexuels (dans les années 60 et 70) dans des meetings, des manifestations et aux portes des usines. L'histoire de cette violence criminelle, de l'influence de la culture stalinienne (y compris chez les opposants issus du PCF) et de la délation aux patrons pratiquée systématiquement contre les militants d'extrême gauche dans les entreprises par le PCF et la CGT reste à écrire car ces deux organisations n'ont jamais procédé au moindre bilan critique de leurs pratiques – il suffit pour cela de lire les propos de Michel Certano, ex-dirigeant du PCGT Renault, dans *Ils ont tué Pierre Overney* de Morgan Sportes, Pluriel, 2017. Gageons qu'aucun universitaire de gauche n'aura le courage de s'y coller... par peur de mettre en danger sa carrière.

Et l'unité antifasciste ne peut exclure la liberté de critiquer rudement nos alliés ponctuels, ce qui n'est pratiquement jamais le cas dans les coalitions antifascistes, d'autant plus que beaucoup de sympathisants et même de militants ne saisissent pas vraiment la portée des divergences politiques avec les réformistes, ou du moins croient qu'elles sont secondaires, et que les dirigeants socialistes ou «communistes» se démènent toujours pour étouffer toute discussion.

Enfin cette unité antifasciste doit être fondée sur des pratiques démocratiques, autonomes, dans la lutte, sinon elle devient la spécialité de petits SO ou de petits groupes militarisés qui ne rendront de comptes à personne sinon à leurs chefs autoproclamés.

Comme l'écrivent les Luftmenschen¹⁶ *«Il ne s'agit pas de contester la nécessité de l'autodéfense physique, et donc pour chaque militant de se préoccuper de ce problème ; il ne s'agit pas de contester la nécessité éventuelle d'un service d'ordre, mais celui-ci doit être au service des manifestants, et pas l'inverse. L'efficacité de l'antifascisme ne se mesure pas au nombre de fascistes qui ont pris un coup de poing ou de gazeuse, mais à la réussite ou non de leur initiative. (...) L'enjeu antifasciste n'est pas uniquement la guerre contre les groupes fascistes organisés ; c'est d'abord la bataille culturelle qui importe. (...) Le mouvement féministe et antisexiste actuel a la force de répondre aux provocations fascistes : et en son sein, notamment lors de cette manifestation, d'autres membres de groupes spécifiquement antifascistes n'ont pas éprouvé le besoin de se distinguer de leurs camarades, ou de faire leur publicité, le discours tenu étant suffisamment clair en lui-même. Nous n'avons aucune raison de tolérer les récupérateurs divers et variés, les mêmes d'ailleurs qui nous expliquent à longueur d'élections que la meilleure manière de combattre l'extrême droite, c'est de voter NPA. Les mêmes pourtant qui n'hésitent pas à s'afficher avec des religieux réactionnaires comme Tarik Ramadan, et dont le service d'ordre se montre beaucoup plus discret lorsque des organisations antisémites défilent à leur côtés notamment dans les manifestations dites de solidarité avec les Palestinien(n)es.»*

On peut comprendre qu'un historien n'ait pas envie de s'engager sur ces terrains fortement polémiques, mais, dans le cas de Bouchenot, on a l'impression que sa réflexion critique s'est arrêtée à mi-chemin – et c'est dommage, du moins pour ses lectrices et lecteurs militants. Car l'histoire du mouvement ouvrier n'a d'intérêt que si nous discutons franchement de nos erreurs passées pour ne pas les reproduire. Sinon nous risquons d'entretenir une simple nostalgie admirative pour des camarades courageux, nostalgie et admiration qui empêchent de rompre avec certaines pratiques nocives ici partiellement décrites.

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, 26 février 2018

termina chez les Alternatifs ou les Verts, continuant ainsi leur rôle traditionnel d'aile pseudo critique de la gauche étatique et surtout de rabatteurs électoraux des partis socialiste et communiste.

¹⁵ Cf. le témoignage de May Picqueray, <http://monde-nouveau.net/spip.php?article594>.

¹⁶ Cf. cet article de 2010 : <http://luftmenschen.over-blog.com/article-manifestation-pour-le-droit-a-l-avortement-l-antifascisme-n-est-pas-un-pretexte-pour-l-expression-du-sexisme-60508267.html>